

XXI Congrès de l'Internationale Socialiste

Paris, 8-10 novembre 1999

Discours par

PEDRO PIRES

Leader du Parti Africain de l'Indépendance du Cap-Vert, PAICV

Vérifier au moment de la remise

INTERVENTION DE MONSIEUR PEDRO PIRES PRESIDENT DU PAICV

Monsieur le Président,
Chers Amis,

L'Humanité se prépare avec de nouvelles espérances à l'entrée du nouveau siècle, au 21^{ème} de l'ère chrétienne. Toutefois il faudrait tenir compte que l'Histoire Humaine ne se résume pas à cela. Le monde est beaucoup plus ancien et plus complexe.

Les défis que le nouveau siècle contient et les appréhensions qu'il soulève seront différents pour les uns et pour les autres. Cela dépend du rôle et de la place qui revient à chacun dans le parcours historique du siècle qui arrive à sa fin.

Il est certain que le XX siècle a permis à nous les Africains de récupérer la liberté confisquée au siècle précédent. Des perspectives d'assomption de notre devenir historique ont été ouvertes avec la fin de la domination coloniale. Néanmoins nous devons nous interroger si, actuellement, l'homme africain et les peuples africains bénéficient réellement d'une pleine liberté créatrice et d'épanouissement. Ma réponse est tendanciellement négative, et j'ajouterai qu'il est primordial de trouver des solutions aux facteurs qui bloquent et freinent la pleine réalisation de l'Homme africain. Les causes endogènes et exogènes présentent des faces différentes variant selon les pays et les régions. Le défi réside dans l'ouverture des portes du progrès et de la réalisation complète de chacun et les conditions préalables ont pour nom la paix, la sécurité et la stabilité, sans lesquelles tous les efforts déployés seraient vains.

Nous avons certainement des visions différentes des acquis du siècle qui tire à sa fin. Nous n'insisterons pas sur les aspects positifs déjà trop souvent répétés. Nous allons aborder ce qui nous touche de plus près, puisque nous sommes partie prenante du monde de ceux qui attendent encore leur tour.

L'histoire est cruelle pour les plus faibles. Aujourd'hui on constate une énorme concentration de richesses et de pouvoir et une très grande disparité dans sa répartition. D'une part, 20 % des plus riches disposent de 86 % du PIB mondial alors que 20 % des plus défavorisés ne disposent que de 1 %. Malgré d'énormes progrès effectués au XX siècle, le monde fait actuellement face à une accumulation de privations et d'inégalités qui créent une grande disparité entre les pays et les régions. Par exemple : environ 1,3 milliard de personnes n'espèrent pas atteindre 60 ans ; 850 millions d'adultes sont analphabètes ; 1,3 milliard de personnes vivent avec un rendement inférieur à 1 dollar par jour ; 250 millions d'enfants sont des enfants travailleurs ; 340 millions de femmes n'atteignent pas 40 ans ; 3 millions de personnes meurent tous les ans à cause de la pollution de l'air.

L'inégalité entre les pays a également augmenté. Entre 1995 et 1998, les 200 personnes les plus riches du monde ont doublé leur richesse pour plus d'un milliard de dollars. Les actifs pour les 3 premiers multimillionnaires sont supérieurs au PNB de l'ensemble des pays les moins développés et de leur 600 millions d'habitants.

Si les règles qui régissent actuellement les relations économiques internationales persistent, les personnes et les pays pauvres risquent d'être encore plus marginalisés. On constate une insouciance totale en ce qui concerne les préoccupations humaines quant à la persistance de la pauvreté mondiale, à l'accroissement des inégalités au sein et entre les pays et à l'exclusion des personnes et des pays les plus pauvres.

Les structures et le mécanisme des prises de décision mondiales ne sont pas représentatifs puisque les décisions politiques intergouvernementales au niveau de l'économie mondiale actuelle sont entre les mains des principaux pays industrialisés et des institutions internationales qu'ils contrôlent. Les pays en voie de développement comptant environ 80 % de la population mondiale mais produisant moins de 20 % du PIB mondial exercent une influence très réduite. De leur part les pays les plus pauvres participent peu, pour ne pas dire qu'ils sont le plus souvent oubliés dans la formulation et l'application des règles qui gouvernent les marchés mondiaux.

Les accords multilatéraux qui ont permis l'établissement des marchés mondiaux n'ont pas réellement pris en considération leur impact sur le développement et la pauvreté dans le monde.

La globalisation augmente les opportunités pour un progrès humain sans précédant pour quelques uns, mais réduit ces mêmes opportunités pour les autres et met en cause la sécurité humaine. Intègre les économies mais fragmente les sociétés et échoue dans les aspects d'équité, éradication de la pauvreté et du renforcement de la sécurité humaine.

Une bonne «gouvernance» mondiale pour le siècle XXI exige de forts compromis qui comprennent une éthique mondiale, la justice et les droits humains de toute personne ; le bien-être humain comme une fin et la croissance économique comme un moyen ; le respect des différentes conditions et nécessités de chaque pays ; la responsabilité de tous les acteurs face aux problèmes globaux qui affligent l'humanité. Il s'impose donc d'inverser la tendance à la marginalisation des pays les plus faibles. Pour la réduction du fossé qui sépare les pays pauvres des pays riches il conviendrait de l'introduire dans l'agenda mondial comme un objectif à atteindre à moyen terme. Ce dernier suppose le développement d'actions internationales consistantes pour appuyer une croissance plus rapide en adoptant des moyens plus significatifs, favorables à l'élimination de la pauvreté dans le monde.

L'annulation de la dette extérieure des 41 pays pauvres les plus endettés constitue une autre priorité que l'on ne devrait pas ignorer. En effet, la dette extérieure est un cercle plus que vicieux . François Mitterand constatait lors de la réunion des 7 pays les plus industrialisés en juillet 1994, «qu'en dépit des sommes considérables affectées aux aides bilatérales et multilatérales le flux des capitaux qui viennent d'Afrique vers les pays industriels est plus important que le flux des capitaux

qui vont des pays industriels vers ce continent». Entre 1982 et 1998, les pays de la périphérie ont, ensemble, remboursé plus de quatre fois ce qu'ils devaient. Néanmoins, le montant de leur dette extérieure était en 1998 quatre fois plus élevé qu'en 1982. La revendication de l'annulation générale de la dette publique des pays dépendants et l'utilisation des ressources libérées en faveur des populations et du développement durable, est une exigence actuelle.

D'autre part, il s'impose des actions cohérentes pour le combat à la pandémie du siècle, le SIDA, garantissant aux pays du Sud la possibilité de produire ou de se procurer les médicaments indispensables.

Les débats sur les divers aspects de la vie internationale ont péché pour s'être excessivement concentrés autour des intérêts économiques et financiers des pays riches.

A notre avis, un Agenda pour le siècle XXI devrait inclure, entre autres, comme priorités fondamentales :

- la démocratisation des relations internationales par le biais d'une ONU plus cohérente en tant que forum de leadership mondial mais également avec des préoccupations humaines et d'équité ;
- placer les préoccupations et les droits humains au centre des politiques et actions internationales ;
- protéger la sécurité humaine et réduire la vulnérabilité à l'échelle mondiale ;
- réduire les extrêmes des inégalités entre et dans les pays
- garantir l'équité dans les négociations et les structures de «gouvernance» internationale ;
- assurer une éducation à la paix, aux droits de l'homme et à la démocratie, à la tolérance, et à la compréhension internationale.

Chers Amis,

J'estime que se profile parmi nous un dilemme entre la nécessité d'une gestion efficace et efficiente des économies des pays riches et l'obligation morale de solidarité avec les «laissez pour compte» de la globalisation.

L'humanisme socialiste considère que l'humanité est unique et que les hommes sont également égaux dans leurs droits et leurs aspirations, ce qui confère aux militants socialistes la mission et l'obligation d'œuvrer à la construction d'un monde plus démocrate, plus juste et plus sûr. Je dirai même que le réalisme politique ne doit pas tuer notre droit de rêver, ni diminuer notre devoir d'être la conscience critique de l'humanité.

Je vous remercie !

Paris, le 8 novembre 1999